

In Extenso

In Extenso Centre Ouest

4 rue du tertre
49070 BEAUCOUZE

Tel : 02 41 44 47 57
www.inextenso.fr

JEANNE DELANOUE - LES 3 PROVINCES

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

11 Boulevard Jeanne d'Arc
BP 60427
49304 CHOLET Cedex

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2023

In Extenso

In Extenso Centre Ouest

4 rue du tertre
49070 BEAUCOUZE

Tel : 02 41 44 47 57
www.inextenso.fr

JEANNE DELANOUE - LES 3 PROVINCES

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

11 Boulevard Jeanne d'Arc
BP 60427
49304 CHOLET Cedex

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2023

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association JEANNE DELANOUE - LES 3 PROVINCES relatifs à l'exercice clos le 31 août 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Immobilisations financières

La note « Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement » de l'annexe expose les règles et méthodes retenues par votre association pour l'évaluation des immobilisations financières.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre association nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes annuels. Nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans

toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le commissaire aux comptes
In Extenso Centre Ouest

Signé électroniquement le 20/12/2023 par
Grégoire Gaillard

Grégoire GAILLARD

Ce rapport contient 13 pages

OGEC JEANNE DELANOUE - LES 3 PROVINCES - CHOLET CEDEX

BILAN ACTIF

	ACTIF	EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (à déduire)	NET	NET
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	• Dotation Frais d'établissement			-	-
	• Dotations Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
	• Dotations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
	• Dotations Concessions, brevets, licences,	-	-	-	-
	• Dotations Autres Immobilisations Incorporelles	17 405	13 890	3 515	-
	• Dotations Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
	• Avances et acomptes sur Immobilisations Incorporel	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	17 405	13 890	3 515	-
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	• Dotations Terrains	-	-	-	-
	• Dotations Constructions				
	• Dotations Constructions sur sol propre			-	-
	• Dotations Constructions sur sol d'autrui	191 745	173 068	18 677	16 626
	• Dotations Installations techniques, matériel et ou	2 569 564	1 885 059	684 505	449 302
	• Dotations Autres Immobilisation Corporelles	1 416 090	1 047 217	368 874	336 667
	• Dotations Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
	• Avances et acomptes sur Immobilisations corporelle	-	-	-	-
	• Dotations Biens reçus par legs ou donations destin	-	-	-	-
	• Immobilisations grevées de droit (prêt à usage)			-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 177 400	3 105 343	1 072 056	802 595
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
	• Dépréciation Participations et créances rattachées	-	-	-	-
	• Dépréciation Participations	7 590 342	-	7 590 342	7 590 342
	• Dépréciation Créances rattachées à des participati			-	-
	• Dépréciation Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	• Dépréciation Prêts	77 452	-	77 452	80 874
	• Dépréciation Autres Immobilisations financières	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7 667 793	-	7 667 793	7 671 215
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	11 862 598	3 119 233	8 743 365	8 473 810
A C T I F C I R C U L A N T	STOCKS ET EN-COURS	22 084	-	22 084	27 262
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	-	-	-	-
	CREANCES :				
	• Dépréciation Créances clients, usagers et comptes	802 442	3 501	798 941	927 351
	• Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
	• Personnel et organismes sociaux	100	-	100	100
	• Etat et autres collectivités publiques	62 900		62 900	102 316
	• Autres créances	259 698	-	259 698	132 872
	TOTAL CREANCES	1 125 139	3 501	1 121 638	1 162 639
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	2 000 000	-	2 000 000	800 000
	INSTRUMENTS DE TRESORERIE	-	-	-	-
	DISPONIBILITES	3 041 532	-	3 041 532	3 287 625
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	49 370	-	49 370	26 427
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	6 238 126	3 501	6 234 625	5 303 952
	FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (III)	-	-	-	-
	PI PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)	-	-	-	-
	Ei ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)	-	-	-	-
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	18 100 723	3 122 734	14 977 989	13 777 762

OGEC JEANNE DELANOUÉ - LES 3 PROVINCES - CHOLET CEDEX

BILAN PASSIF

PASSIF		EXERCICE N	EXERCICE N-1
F O N D S A S S O C I A T I F S	FONDS PROPRES		
	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	538 800	538 800
	Fonds propres complémentaires	-	-
	Valeur du patrimoine intégré		
	Apport sans droit de reprise		
	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immob		
	Subventions d'investissement affectées à des biens		
	Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de		
	TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	538 800	538 800
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	-	-
	Fonds propres complémentaires	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	-	-
	ECARTS DE REEVALUTION	-	-
	RESERVES		
	Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
	Réserves pour projet de l'entité	-	-
	Réserves pour investissements		
	Réserves de trésorerie		
	Autres réserves		
	TOTAL RESERVES	9 500 000	7 500 000
	REPORT A NOUVEAU	656 665	1 264 698
	RESULTAT DE L'EXERCICE	967 990	1 391 967
	SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	11 663 455	10 695 465
	FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE		
	Apports avec droit de reprise		
	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immob		
	Subventions d'investissement affectées à des biens		
	Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de		
	TOTAL FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE	-	-
	FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES	-	-
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT AFFECTEES A DES BIENS NON RENOUVELABLES		
	Subventions d'investissement	-	-
	Subventions d'équipement	568 401	437 249
	Subventions d'investissement reçues avec obligatio		
	Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires	153 167	160 853
	Autres subventions d'investissement		
	TOTAL SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT AFFECTEES A DES BIENS NON RENOUVELABLES	721 568	598 102
	PROVISION REGLEMENTEES	-	-
	DROITS DES PROPRIETAIRES (PRÊT A USAGE)		
	TOTAL AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	721 568	598 102
	TOTAL FONDS PROPRES (I)	12 385 022	11 293 566,97
	FONDS REPORTES E DEDIES		
	Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
	Fonds dédiés	-	-
	TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES (II)	-	-
P R O V I S I O N S	PROVISIONS		
	Provisions pour risques	195 496	156 625
	Provisions pour charges		
	Provisions pour pensions et obligations similaires		
	Provisions pour gros entretien		
	Autres provisions pour charges		
	TOTAL PROVISIONS (III)	195 496	156 625
	FONDS DEDIES ?		
D E T T E S	DETTES		
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associa	-	-
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	934 227	1 183 236
	Emprunts et dettes financières diverses	-	-
	Avances et acomptes reçus	44 880	42 680
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	708 203	514 770
	Dettes des legs ou donations	-	-
	Dettes fiscales et sociales	218 925	247 275
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
	Autres dettes	216 409	104 623
	Instruments de trésorerie	-	-
	Produits constatés d'avance	274 827	234 985
	TOTAL DETTES (IV)	2 397 471	2 327 570
F D	ECART DE CONVERSION PASSIF (V)	-	0
	TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV+V)	14 977 989	13 777 762

COMPTE DE RESULTAT OGEC JEANNE DELANOUE CHOLET CEDEX

01/09/2022 - 31/08/2023

01/09/2021 - 31/08/2022

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	155 801	150 097
Ventes de biens et services	0	0
Ventes de biens	19 599	17 629
dont ventes de dons en nature	0	0
Ventes de produits et marchandises, travaux, étude	0	0
Ventes de prestations de service	5 043 152	3 727 496
dont parrainages	0	0
Participation des familles	0	0
Produits des activités annexes	0	0
Production stockée	0	0
Production immobilisée	0	0
Produits de tiers financeurs	0	0
Concours publics et subventions d'exploitation	1 920 627	2 520 082
Participations de l'Etat et des collectivités publiques	0	0
Subventions d'exploitation	0	0
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	0	0
Ressources liées à la générosité du public	0	2 758
Dons manuels	0	0
Mécénats	0	0
Legs, donations et assurances-vie	0	0
Contributions financières	5 335	3 738
Reprises sur amortissements, dépréciations, provis	75 584	23 986
Utilisations des fonds dédiés	0	0
Autres produits	16	4
TOTAL I	7 220 115	6 445 789
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	24 268	21 407
Variation de stock	5 177	-2 998
Achats de matières premières et autres approvision	0	0
Variation de stocks	0	0
Autres achats et charges externes	2 813 362	2 315 140
Aides financières	0	0
Impôts, taxes et versements assimilés	174 604	136 245
Salaires et traitements	2 334 937	1 814 279
Charges sociales	763 977	600 345
Dotations aux amortissements des immobilisations	221 077	166 965
Dotations aux amortissements des immobilisations	0	0
Dotations aux dépréciations des immobilisations	0	0
Dotations aux dépréciations de l'actif circulant	0	0
Dotations aux provisions	39 132	91 966
Reports en fonds dédiés	0	0
Autres charges	2 084	225
TOTAL II	6 378 618	5 143 574
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	841 497	1 302 215
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	0	0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	12 615	4 364
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières d	0	0
TOTAL III	12 615	4 364
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations	0	0
Intérêts et charges assimilées	23 085	28 445
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières	0	0
TOTAL IV	23 085	28 445
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-10 470	-24 081
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	831 027	1 278 133

PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	24 469	20 176
Sur opérations en capital	117 302	99 673
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	0	0
TOTAL V	141 771	119 849
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	2 899	5 626
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et	0	0
TOTAL VI	2 899	5 626
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	138 873	114 223
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 910	389
Total des produits (I + III + V)	7 374 501	6 570 002
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	6 406 512	5 178 035
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	967 990	1 391 967

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	0	0
Bénévolat	0	0
TOTAL	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0	0
Mises à disposition gratuite de biens	0	0
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	0	0
TOTAL	0	0

ANNEXE

L'association OGEC JEANNE DELANOUE LES 3 PROVINCES a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, du statut de l'Enseignement catholique en France, des décisions du Comité National de l'Enseignement Catholique, et des accords conclus en son sein d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente.

Conformément à l'article 134 du statut de l'Enseignement catholique, l'organisme de gestion a la responsabilité de la gestion Économique, financière et sociale d'un ou plusieurs Etablissement(s) il l'exerce conformément aux projets de l'école, aux orientations de l'autorité de tutelle et aux textes internes à l'Enseignement catholique. Il contribue à assurer la mise en œuvre matérielle du projet Éducatif. Il est l'employeur des personnels de droit privé.

L'association pourra se livrer à toute activité se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation, l'apprentissage, et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal.

Elle pourra passer convention avec l'Etat, les collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme concourant même partiellement à son objet.

Elle pourra acquérir tous les biens nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance.

Total du bilan : **14 977 989.38 €**

Résultat : Excédent de **967 989.57 €**

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général (Règlement ANC n°2014-03) et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- | | | |
|---|---|------------|
| - Agencements et aménagements des constructions | : | 5 à 10 ans |
| - Matériel et mobilier scolaire | : | 3 à 10 ans |
| - Matériel informatique | : | 5 à 7 ans |
| - Matériel de transport | : | 4 ans |
| - Mobilier | : | 5 à 10 ans |
| - Logiciels | : | 3 à 7 ans |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Stock et V.M.P.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré.

Les VMP sont évaluées suivant la méthode premier entré premier sorti. Pour des raisons pratiques, le dernier achat connu a été retenu sauf écart significatif.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement affectées à un bien renouvelable par l'association sont inscrites directement dans les fonds associatifs. Elles font l'objet d'un droit de reprise annuel.

Les subventions d'investissement affectées à un bien non renouvelable par l'association sont inscrites au compte "Subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables" et sont reprises au compte de résultat au rythme de l'amortissement de ce bien.

Provision Indemnité retraite

Le calcul a été effectué à partir des tables d'espérance de vie de l'INSEE, et avec un départ à la retraite à 64 ans, un taux de progression des salaires de 1.5 %, un taux d'actualisation de 1.5 % et un taux de charges patronales de **42.05 %** pour les salariés du CFC (essentiellement cadres) et de **38.06 %** pour les salariés du lycée.

Le calcul de la provision pour IDR tient compte de la rénovation de la Convention Collective des Salariés de l'Enseignement Privé :

- 1/2 mois pour les salariés ayant moins de 5 ans d'ancienneté
- 1 mois pour les salariés ayant atteint 5 ans d'ancienneté
- 1,5 mois pour les salariés ayant atteint 10 ans d'ancienneté
- 2 mois pour les salariés ayant atteint 15 ans d'ancienneté
- 2,5 mois pour les salariés ayant atteint 20 ans d'ancienneté
- 3 mois pour les salariés ayant atteint 25 ans d'ancienneté
- 3,5 mois pour les salariés ayant atteint 30 ans d'ancienneté
- 4 mois pour les salariés ayant atteint 35 ans d'ancienneté

2. NOTES SUR LE BILAN ACTIF

ACTIF IMMOBILISE

Les mouvements de l'exercice sont les suivants :

Valeurs Brutes	<i>A l'ouverture</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>A la clôture</i>
Immob. Incorporelles	22 352,61 €	3 518,40 €	8 466,11 €	17 404,90 €
Immob. Corporelles	3 960 920,23 €	487 915,10 €	271 435,77 €	4 177 399,56 €
Immob. Financières	7 671 215,22 €	- €	3 421,78 €	7 667 793,44 €
- Parts de SCI PE	7 489 301,59 €	- €	- €	7 489 301,59 €
- Autres Immo. Fin.	181 913,63 €	- €	3 421,78 €	178 491,85 €
TOTAL	11 654 488,06 €	491 433,50 €	283 323,66 €	11 862 597,90 €

Amort. Et Prov	<i>A l'ouverture</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>A la clôture</i>
Immob. Incorporelles	22 352,61 €	3,21 €	8 466,11 €	13 889,71 €
Immob. Corporelles	3 158 325,41 €	218 453,67 €	271 435,77 €	3 105 343,31 €
Immob. Financières				
TOTAL	3 180 678,02 €	218 456,88 €	279 901,88 €	3 119 233,02 €

Etat des Créances	<i>Montant Brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>Plus d'un an</i>
Prêt	77 451,85 €	3 840,00 €	73 611,85 €
Créances client	802 441,58 €	802 441,58 €	
Etat et créances diverses	322 697,73 €	322 697,73 €	
TOTAL	1 202 591,16 €	1 128 979,31 €	73 611,85 €

Charges constatées d'avance	<i>31/08/2023</i>	<i>31/08/2022</i>
Charges de fonctionnement	49 370,46 €	26 426,83 €

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan	<i>31/08/2023</i>	<i>31/08/2022</i>
CPF CNAM Lic. GES SMS	12 136,65 €	2 730,44 €
CFA Métiers Territoires Appr Lic.	22 198,30 €	
Contrat Pro IFAS	18 042,50 €	59 562,00 €
Région	87 466,66 €	3 550,00 €
Sous traitance CFA ECML	32 870,33 €	3 125,00 €
CFC Prepa Apprentissage	67 038,00 €	46 825,00 €
TOTAL	239 752,44 €	115 792,44 €

3. NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds associatifs	<i>A l'ouverture</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>A la clôture</i>
Fonds statutaires	538 800,19 €			538 800,19 €
Subv. sans droit de repr.	- €	- €		- €
Subv. avec droit de repr.	- €	- €		- €
Fonds de réserve	7 500 000,00 €	2 000 000,00 €		9 500 000,00 €

Résultat et report à N.	<i>A l'ouverture</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>A la clôture</i>
Report à nouveau	1 264 697,94 €	1 391 966,86 €	2 000 000,00 €	656 664,80 €
Résultat	1 391 966,86 €	967 989,57 €	1 391 966,86 €	967 989,57 €

OGEC JEANNE DELANOUE - LES 3 PROVINCES Comptes annuels au 31 Août 2023

Subventions	<i>A l'ouverture</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>A la clôture</i>
Subvention d'investissements	645 177,24 €	303 509,01 €	160 836,63 €	787 849,62 €
Taxe d'apprentissage	622 044,14 €	37 509,37 €	7 588,73 €	651 964,78 €

Amort. Subventions et Taxe App	<i>A l'ouverture</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>A la clôture</i>
Amort. Subventions	207 928,18 €	70 041,75 €	58 521,00 €	219 448,93 €
Amort. TA	461 191,22 €	45 195,28 €	7 588,73 €	498 797,77 €

Total Fonds propres et assimilés	<i>A l'ouverture</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>A la clôture</i>
	11 293 566,97 €	4 767 084,54 €	3 675 629,25 €	12 385 022,26 €

Provisions	<i>A l'ouverture</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>A la clôture</i>
Prov. pour risques				
Prov. IDR	156 625,43 €	38 870,84 €		195 496,27 €

État des dettes	<i>Montant brut</i>	<i>A - d'un an</i>	<i>1 à 5 ans</i>	<i>Plus de 5 ans</i>
Emprunts	917 516,72 €	243 742,78 €	652 205,47 €	21 568,47 €
Fournisseurs	708 203,15 €	708 203,15 €		
Avances Familles/Stag.	44 880,00 €	44 880,00 €		
Dettes fiscales et sociales	218 924,52 €	218 924,52 €		
Charges à payer	32 658,50 €	32 658,50 €		
Autres dettes	183 750,63 €	183 750,63 €		
TOTAL	2 105 933,52 €	1 432 159,58 €	652 205,47 €	21 568,47 €
Emprunts souscrits	- €			
Emprunts remboursés	250 409,04 €			

État des cautions	<i>Montant brut</i>	<i>A - d'un an</i>	<i>1 à 5 ans</i>	<i>Plus de 5 ans</i>
Cautions reçues	16 710,00 €	7 700,00 €	9 010,00 €	
TOTAL	16 710,00 €	7 700,00 €	9 010,00 €	- €
Cautions reçues	23 710,00 €			
Cautions remboursées	7 000,00 €			

Charges à payer incluses dans les postes du bilan	<i>31/08/2023</i>	<i>31/08/2022</i>
Dettes fiscales et sociales	95 665,93 €	141 588,32 €
Dettes Fournisseurs	6 441,44 €	6 337,46 €
TOTAL	102 107,37 €	136 619,48 €

Produits constatés d'avance	<i>31/08/2023</i>	<i>31/08/2022</i>
Forfait Agricole	35 525,00 €	3 135,00 €
Région	239 302,33 €	213 226,67 €
Taxe d'Apprentissage	- €	18 623,62 €
TOTAL	274 827,33 €	234 985,29 €

ANNEXE

Effectifs salariés	31/08/2023	31/08/2022
Nombre de salariés	97	76
Équivalent temps plein (moyenne annuelle)	71,23	60,12

Évolution des effectifs élèves

	<i>Externe</i>	<i>½ Pensionnaire</i>	<i>Internes</i>	<i>TOTAL</i>
2010/2011	66	553	132	751
2011/2012	85	584	122	791
2012/2013	107	578	129	814
2013/2014	113	617	126	856
2014/2015	120	543	131	794
2015/2016	113	491	166	770
2016/2017	135	477	163	775
2017/2018	114	513	168	795
2018/2019	86	522	178	786
2019/2020	100	549	175	824
2020/2021	103	561	192	856
2021/2022	83	628	205	916
2022/2023	72	651	218	941

Informations complémentaires concernant la SCI Patrimoine Enseignement

Nombre de parts détenus dans la SCI par l'OGEC Jeanne Delanoue - Les 3 Provinces :	30 278
Pourcentage des parts détenus par l'OGEC Jeanne Delanoue - Les 3 Provinces	99,27 %
Montant des Capitaux Propres de la SCI Patrimoine Enseignement :	12 486 693.72 €
Résultat du dernier exercice de la SCI P.E. (arrêté au 31/12/2022) :	- 594 454.99 €
Chiffre d'Affaires de la SCI Patrimoine Enseignement	960 000.00 €

Engagements hors bilan

Engagements reçus : L'association FREPPEL s'est portée caution à hauteur de 100% des 2 emprunts souscrits pour le rachat des parts de la SCI et des 2 emprunts souscrits pour la résidence pour internes. Le capital restant dû à la clôture est de **917 516.72 €**.

Rémunération et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés

Selon l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006.

Les dirigeants bénévoles ne sont pas rémunérés et ne perçoivent pas d'avantages en nature. La communication de la rémunération des dirigeants salariés conduirait indirectement à révéler une rémunération individuelle.

Détail des éléments exceptionnels

Charges exceptionnelles	2022/2023	2021/2022
Sur opérations de Gestion		
6718 Autres Charges exceptionnelles	- 274,74 €	1 676,63 €
6720 Ch. Exceptionnelles sur ex. Ant.	3 173,25 €	3 949,35 €
Sur opérations en Capital		
6751 VCN des immo. cédées		
6752 VCN des immo. cédées à la SCI	- €	- €
6870 Dotation amort. et prov. except.		
TOTAL	2 898,51 €	5 625,98 €

OGEC JEANNE DELANOUE - LES 3 PROVINCES Comptes annuels au 31 Août 2023

Produits exceptionnels	2022/2023	2021/2022
Sur opérations de Gestion		
7718 Autres produits excepti. de gestion	12 408,64 €	3 588,95 €
7728 Produits except. sur ex. antérieurs	11 310,54 €	16 086,87 €
7780 Autres produits exceptionnels	750,00 €	500,00 €
7870 Reprise sur prov. exceptionnelles		
Sur opérations en Capital		
7751 Pds des cessions d'actif cédés à la SCI	- €	- €
7752 Produits des cessions d'actif cédés	2 065,00 €	- €
77781 Quote Part TA Equipements	45 195,28 €	43 212,83 €
77788 Quote Part des subventions d'investissement virée au résultat	70 041,75 €	56 459,93 €
TOTAL	141 771,21 €	119 848,58 €

Montants des concours publics et des subventions octroyés dans l'exercice			
Catégories	Libellé	Montants	Sous totaux
Communes	COMMUNES SUBV. DIVERSES	142,00 €	142,00 €
Conseil départemental 49	FORFAIT DEPARTEMENT (collège)	12 949,00 €	12 949,00 €
Conseil Régional Pays de la Loire	SUBVENTION REGION ENSEIGNEMENT CFC	47 520,00 €	778 019,07 €
Conseil Régional Pays de la Loire	FORFAIT REGION - PART MATERIEL	378 510,34 €	
Conseil Régional Pays de la Loire	FORFAIT REGION - PART PERSONNEL	313 321,00 €	
Conseil Régional Pays de la Loire	REGION : SUBV.GRATUITÉ LIVRES	4 136,44 €	
Conseil Régional Pays de la Loire	SUBVENTIONS DIVERSES	34 531,29 €	
Divers (Agefiph, Pôle emploi...)	AUTRES AIDES A L'EMPLOI	4 501,24 €	4 501,24 €
Etat - Ministère Educ. Nat.	ETAT : FORFAIT EXTERNAT LP	243 057,98 €	1 083 541,38 €
Etat - Ministère Educ. Nat.	ETAT : FORFAIT EXTERNAT LT	153 650,67 €	
Etat - Ministère Educ. Nat.	ETAT : FORFAIT EXTERNAT ENSEIGN. SUP	25 871,73 €	
Etat - Ministère Agriculture	ETAT : SUBV. FONCTIONN.LYCEE AGRICOLE	587 468,00 €	
Etat - Ministère Agriculture	SUBVENTION POUR DGH - ARTICLE 44 STRUCTUREL	60 851,00 €	
Etat - Ministère Agriculture	SUBVENTION POUR SUPPL. - ARTICLE 44 CONJONCTUREL	12 642,00 €	375,00 €
Etat - France Compétences	TAXE APPRENTISSAGE AFFECTEE AU FONCTIONNEMENT	375,00 €	
Europe	ERASMUS	41 099,56 €	41 099,56 €
	TOTAL	1 920 627,25 €	1 920 627,25 €

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires comptabilisés au titre de la mission de Commissariat aux comptes est de **10 388 €**.

Bénévolat

L'estimation des heures de bénévolat a été effectuée sur la base de l'engagement des bénévoles, essentiellement les membres du conseil d'Administration, qui consacrent 2 heures par réunion du CA et ce 4 fois par an.

Cette estimation fait ressortir un nombre d'heures de bénévolat de 80 heures qui ont été valorisées au tarif horaire charges sociales et fiscales comprises correspondant au SMIC.

Tarif horaire charges sociales et fiscales comprises : 11.97 €

Valorisation des contributions volontaires des bénévoles : 957,93 €